

brasser intégralement tous ces domaines aurait besoin d'un budget extraordinaire et d'une véritable armée de scientifiques. La plus riche ne pourrait se permettre un tel effort sans sacrifier d'autres objectifs nationaux importants. On a évalué à environ \$50 milliards les sommes consacrées annuellement de par le monde à la recherche et au développement; et pourtant il y a encore de nombreux secteurs de l'activité scientifique qui ne reçoivent pas une aide suffisante.

Par ailleurs, il arrive parfois que l'on puisse importer d'autres pays certains résultats de R - D. Dans quelques domaines, des idées nouvelles forment un marché commun mondial aisément accessible. Pour ce qui est du Canada, il devra emprunter une grande partie des connaissances et même des innovations étant donné que ses ressources financières et ses capacités en main-d'œuvre l'empêcheront d'effectuer plus de 1.5 à 2 pour cent environ de la R - D mondiale. Il faudrait avoir recours aux inventions et aux innovations sociales qui sont appelées à régler de vastes problèmes publics lorsqu'elles sont accessibles et utiles. On devrait importer ou exploiter, voire imiter les inventions et les innovations à vocation marchande en vertu de licences de production. Dans cette perspective, on peut considérer les dépenses de R - D d'un pays donné comme étant des dépenses à fonds perdus, si d'autres pays sont disposés à en partager généreusement les résultats.

Toutefois, même la nation la plus petite ne peut survivre en tant que simple pique-assiette de la communauté scientifique internationale. Elle a l'obligation morale de contribuer au fonds international de connaissances si elle désire poursuivre ses incursions à l'étranger. Elle doit aussi maintenir des effectifs scientifiques et technologiques suffisants si elle veut être en mesure d'imiter et de profiter des inventions et des innovations réalisées en d'autres pays. L'expérience nous apprend qu'un pays ne peut maintenir cette capacité à moins d'entretenir chez lui une certaine activité de R - D.

Ainsi il y a deux limites extrêmes à l'envergure de l'effort national en matière de R - D. Cet effort ne devrait pas être assez considérable pour ignorer la division internationale du travail ainsi que la possibilité d'importer les découvertes scientifiques et les inventions technologiques. Il ne devrait pas être assez faible pour placer la nation dans une situation qui lui ferait négliger ses obligations internationales et compromettre son avenir en la rendant victime d'un écart technologique toujours plus grand. A l'intérieur de ces limites, on devrait trouver d'un pays à l'autre un juste niveau d'activités de R - D qui varierait selon le stade de leur évolution économique et sociale, selon leurs besoins nationaux particuliers et selon leur position dans les affaires mondiales.